

Montreuil, le 21 mai 2025

Le Collectif Nourrir appelle au rejet d'une proposition de loi qui met les paysans et les citoyens en danger

Présentée comme une réponse aux mobilisations agricoles, la loi dite "Duplomb" favorise en réalité un modèle destructeur pour les paysans, l'environnement, la santé et donc notre souveraineté alimentaire. Alors que son examen débutera en hémicycle lundi 26 mai, le Collectif Nourrir appelle les parlementaires à rejeter cette proposition de loi et à s'attaquer enfin aux causes profondes des dysfonctionnements de notre système agricole et alimentaire.

Une loi qui favorise la destruction de l'environnement

Dépendance aux pesticides de synthèse, facilitation de l'accaparement de la ressource en eau, destruction de zones humides, allègement des normes pour les élevages les plus intensifs : la proposition de loi sur les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur vise à favoriser des modèles industriels coûteux et polluants. Des mesures portées au détriment d'une agriculture résiliente et respectueuse de l'environnement pourtant nécessaire et souhaitée par [85% des agriculteurs](#). Cette loi pourrait compromettre durablement nos capacités à répondre à l'enjeu de souveraineté alimentaire, érigé comme majeur par nos politiques publiques.

Une loi qui menace la santé

L'interdiction de pesticides constitue une source de préoccupation pour seulement [4% des agriculteurs](#) interrogés. Or la loi en fait une priorité en proposant de réintroduire certains néonicotinoïdes aujourd'hui interdits et d'affaiblir les compétences d'encadrement de la mise sur le marché de pesticides de l'Agence de sécurité sanitaire (Anses). En aggravant la contamination de l'eau, l'exposition des paysans et des riverains à des produits toxiques, elle risque de poser un réel danger en matière de santé publique.

Une loi qui ignore les réelles préoccupations des agriculteurs et des citoyens

Alors qu'elle prétend répondre aux préoccupations des agriculteurs, la proposition de loi ignore en réalité les causes structurelles de la crise agricole : instabilité des revenus et injuste répartition de la valeur dans les filières, absence d'accompagnement à la transition agroécologique et à l'adaptation au changement climatique. Loin de lever les contraintes, elle les amplifie. Cette loi va aussi à l'encontre des attentes des citoyens qui ont déjà effectué près de 100 000 interpellations auprès de leurs élus pour appeler à son rejet.

"Il est incompréhensible de voir aujourd'hui les députés débattre d'un texte qui met en péril notre capacité à produire demain et à assurer un environnement et une alimentation saine pour tout le monde. Alors que les agriculteurs et les citoyens appellent de leurs vœux à une transition de notre système agricole et alimentaire, cette loi est à contre-courant de l'histoire, des réalités scientifiques et des attentes de la société." **Mathieu Courgeau, éleveur et co-président du Collectif Nourrir**

Contact presse

Claire Gittinger

☎ +33 (0)7 57 45 68 96

✉ presse@collectifnourrir.fr